Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1981)
Heft: 619

Artikel: Pouvoir et société
Autor: Lehmann, Pierre
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1012369

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

POINT DE VUE

Pouvoir et société

Pendant toute l'année, Pierre Lehman nous a guidé sur les chemins de l'autonomie (énergétique, entre autres). Aujourd'hui, en forme de bilan, il noue la gerbe. Prolongements politiques d'un engagement et d'une manière de vivre. (Réd.)

La très large majorité des sociétés humaines d'aujourd'hui ont une structure de pouvoir: un nombre restreint de citoyens prend des décisions, qui sont ensuite imposées au peuple. Des différences importantes existent certes quant à la manière de choisir ceux qui détiennent le pouvoir et, dans certains pays, il y a des moyens légaux pour donner un peu de voix au peuple. Personne ne contestera que le pouvoir qu'exerce un Chevallaz est moins absolu et mieux nuancé que celui d'un Brejnev, d'un Pinochet ou d'un Reagan. Il n'en reste pas moins que ce pouvoir est toujours très réel. L'«information» se charge d'ailleurs de nous faire savoir, jour après jour, ce que font et ce que décident ceux qui sont au pouvoir. C'est un peu comme si on avait peur qu'on oublie que ces gens existent et qu'on finisse par s'apercevoir qu'on peut parfaitement bien s'en passer.

L'existence de la structure du pouvoir correspond à un transfert de responsabilité. Du moment que certaines personnes plus ou moins bien choisies sont investies d'un droit de décision notablement plus grand que leurs concitoyens, on admet implicitement qu'elles ont de ce fait une bien plus grande responsabilité. Obligatoirement, ce surcroît de responsabilité chez les uns correspond à une diminution de responsabilité chez les autres. «On les a mis en place, maintenant qu'ils prennent leurs responsabilités...» entend-on dire souvent. On oublie d'ajouter «... et les nôtres».

Malheureusement l'exercice du pouvoir est plus excitant et surtout plus simple que celui de la responsabilité et, sauf quelques rares exceptions, c'est au premier que l'on s'attache. Le résultat en est une perte nette de responsabilité pour la société: les responsabilités transférées ne sont que très partiellement reprises et exercées. Cela mène à une impasse et il semble qu'il y ait fort peu de sociétés actuelles qui arrivent à y échapper.

Je ne crois pas, pour ma part, que l'on puisse remédier à cet état de fait simplement en améliorant la sélection des «élus». Il me semble évident que le pouvoir corrompt à peu près tout le monde et que même s'il y avait des gens qui soient capables de résister à cette corruption (les exemples sont rares: Gandhi, Pierre Mendès-France et peut-être quelques autres), la chance d'avoir de tels gens à disposition est trop faible pour que l'on puisse simplement la laisser jouer.

RÉCUPÉRER DES RESPONSABILITÉS

Il me paraît dès lors plus raisonnable de progressivement affaiblir la structure du pouvoir, ce qui revient à reprendre nos responsabilités entre nos propres mains. Le fait de vouloir affaiblir la structure du pouvoir ne signifie pas qu'on veuille faire une révolution violente ou livrer la société au désordre, bien au contraire. Il ne s'agit pas de transférer un pouvoir (ce qui, en général, ne change rien), mais bien de récupérer des responsabilités qui ne peuvent pas être exercées et le sont, en tout cas fort mal, par ceux dont ce serait en principe le rôle de le faire. Ce serait là certainement un changement important, mais il n'a pas besoin d'être violent. Comme l'a fait remarquer Karl Hess, un chef d'Etat pourrait être renversé en un jour si les gens commençaient tout à coup à se moquer de lui ou à ignorer son existence; et pourquoi utiliser un fusil, si tout ce dont on a besoin est une tarte à la crème?

Le pouvoir est par essence centralisateur. C'est inévitable, parce que la centralisation est pour lui une condition de survie. Si le choix existe entre une solution décentralisée qui fonctionne bien et une solution centralisée qui fonctionne mal, le pouvoir choisira presque toujours la seconde. Cela signifie simplement que le maintien de la structure du pouvoir est l'objectif fondamental et que les autres considérations lui sont subordonnées. Peu importe d'ailleurs qu'il s'agisse du chef suprême ou du dernier des sous-fifres, la hantise est de voir se ratatiner un pouvoir, même restreint, dont on a été investi.

SPHÈRES D'INFLUENCE

La structure du pouvoir et la perte de responsabilité qui en découle a des conséquences néfastes dans bien des domaines et, en particulier, pour la protection de l'environnement. Notre environnement a été mis à mal par un développement économique trop rapide et excessif. Chacun de nous a une part de responsabilité. Nous avons voulu une prospérité étroitement anthropocentrique et n'avons pas réalisé assez vite que cette prospérité avait des impacts négatifs sur le monde qui nous entoure et qui nous fait aussi vivre.

Pour contrer la dégradation de l'environnement, on a eu recours aux méthodes mêmes qui l'avaient provoquée: nous avons transféré nos responsabilités à un nouveau jeu de technocrates, les fonctionnaires des divers services officiels de protection de l'environnement auxquels on a conféré des pouvoirs plus ou moins explicites au moyen de lois *ad hoc*. Ces fonctionnaires (dont la bonne volonté n'est au demeurant pas en cause) se sont empressés de se créer une sphère d'influence dans laquelle ils sont rois. Pour eux, la pire des choses n'est plus la dégradation de l'environnement, mais la transgression des lois et règlements qui déterminent leur pouvoir. Le discours des technocrates confirme cette attitude: «Les gens» sont irresponsables, ils s'en foutent, ils ne comprennent pas. Il faut avoir des règlements pour les contraindre, c'est la seule solution. Par ailleurs, ces mêmes technocrates se plaignent beaucoup d'être trop peu nombreux et insuffisamment dotés pour courir après tous les

problèmes qui se posent (le contraire aurait été étonnant). Ils poussent à des solutions centralisées et simplistes probablement parce que ce sont les seules qu'ils peuvent espérer dominer.
Dans le domaine de la pollution des eaux, il en est résulté une invraisemblable débauche du tuyauterie inutile, dont la conséquence a souvent été une pollution accrue. Je connais plusieurs cas où, en dépit du bon sens, on veut forcer à se raccorder à un égout des gens qui n'auraient aucun problème à s'occuper eux-mêmes de leurs eaux usées et seraient en plus tout à fait d'accord d'assumer cette responsabilité.
Dans le domaine de la santé, la tendance a été de concentrer les malades dans des hôpitaux de plus en plus gigantesques, comme si l'idéal était d'avoir tous les malades et blessés sous le même toit pour mieux les soumettre au pouvoir médical (dont le pilier principal est incidemment les assurances). Je ne crois pas que la santé de la population s'en soit trouvée mieux. Les coûts de plus en plus vertigineux du «système de santé» sont probablement une indication que ce système est plus malade que les patients qu'il veut guérir. Mais que deviendrait le système si on décidait d'être davantage son propre médecin? Il risque fort de s'effondrer et tout un empire avec lui.

LE MODÈLE MILITAIRE

Finalement, la structure du pouvoir trouve son apothéose dans le militaire. La discipline est ici d'importance primordiale, car toute tentative de responsabilisation des exécutants risque d'entraîner la dissolution du système. On tente de justifier cette structure de pouvoir en disant que les armées des «bons» (la nôtre bien sûr en particulier) sont défensives et ne servent qu'à contrer celles des «vilains». Peut-être bien que Brejnev et ses acolytes sont plus méchants et plus dangereux que Chevallaz et ses colonels. Mais un colonel défensif a exactement le même programme de travail qu'un colonel offensif: tuer et apprendre à tuer. Ils font sûrement exactement les mêmes discours et exigent la même discipline. Leur empire est tributaire d'abord de l'acceptation de la hiérarchie, puis de l'existence de pays supposés méchants contre les visées desquels il convient de se prémunir. Pour le reste, ils ne servent à rien de précis, bien que leur organisation puisse être occasionnellement mise à contribution pour faire des choses utiles comme installer un pont provisoire ou régler la circulation. L'armée, c'est la négation de la responsabilité individuelle érigée en système. Elle sert de pilier aux Etats nations et à leur structure de pouvoir politique.
Le résultat de tout cela est un conglomérat de sociétés perpétuellement au bord de la guerre et sacrifiant leur environnement naturel à des rêves de prospérité et de gloriole. Il me paraît urgent de reprendre entre nos mains une responsabilité galvaudée au profit du pouvoir. Ce ne sera sûrement pas facile. Déjà sur le plan des sacrifices que cela peut exiger et ensuite parce que de telles velléités seront bien entendu contrées... sous prétexte d'irresponsabilité. Est considéré comme responsable aujourd'hui celui qui se débarrasse de ses responsabilités au profit du pouvoir et se soumet sans rechigner aux contraintes et cotisations que cela lui impose.

P. Lehmann

Glanures helvétiques

Vifs échanges au Conseil national, au début de la semaine passée, à propos des crédits pour ouvrages militaires and Co. Vitupérant certaines oppositions, le chef du Département militaire, le radical vaudois G.-A. Chevallaz eut cette envolée définitive: «(...) Tout en admettant que la troupe, avec ses armes et ses engins, ne saurait être assimilée à l'ombre fugace des elfes et des sylphides gambadant dans la verdure, il faut bien dire que l'emprise de l'armée a préservé certaines régions du pullulement des résidences secondaires, de leurs établissements complémentaires, de leurs installations mécaniques, de leurs pollutions et nuisances permanentes.» Voilà enfin le remède radical à la propagation de la lèpre urbaine: armée et aménagement du territoire, même combat.

* * *

Le «mensuel d'action non violente, d'écologie et de contre-information» fondé en février 1978, «Le Rebrousse-Poil» (adresse utile: Béthusy 56, 1012 Lausanne) prend le temps de réfléchir: pause dans la parution jusqu'en mars 1982. Impressionnante démarche, courageuse et lucide, de la part des tenants «historiques» des idées pacifistes, au moment où tant d'autres prennent ce train-là avec plus ou moins d'opportunisme. Quelques lignes de l'«avis» paru dans le dernier numéro: «(...) Ouais, nous nous faisons drôlement vieux. Et «Le Rebrousse-Poil» a vieilli avec nous. Ces temps, il éprouve comme un urgent besoin de s'asseoir, histoire de souffler un peu. Il y a quand même un problème. En face, les jeunes loups ont les dents longues. Eh, ami pacifiste, tu te crois à l'abri dans ta laine? Non, nous ne venons pas vous tondre de quelques piécettes, juste de quoi renflouer la caisse. Le problème n'est pas là. Si le journal s'essouffle, c'est que notre propre pas est hésitant.»

* * *

«Finanz und Wirtschaft» (97) vient de publier son tableau annuel de la capitalisation boursière à fin novembre des vingt-cinq principales entreprises cotées en bourse. L'UBS reste en tête devant Nestlé qui remonte de la quatrième à la deuxième place au détriment du Crédit Suisse et de la Société de Banque Suisse. Il y a vingt ans les quatre premiers rangs étaient occupés par des entreprises industrielles, Nestlé, Ciba-Geigy, Hoffroche et Sandoz et leur avance était très grande sur les trois grandes banques. A noter le recul boursier des parts sociales de la Banque Populaire Suisse dont les 730 millions de capitalisation sont à rapprocher des 1522 millions de 1980 (dix-neuvième rang au lieu du douzième).